

LA CAQ DÉRAPE

**Privatisation, réformes en santé
et en éducation, abandon du logement
social, reculs démocratiques**



Dépliant produit par la **Coalition Main rouge**
pour le lancement de sa campagne «*La CAQ dérape*»

Septembre 2023

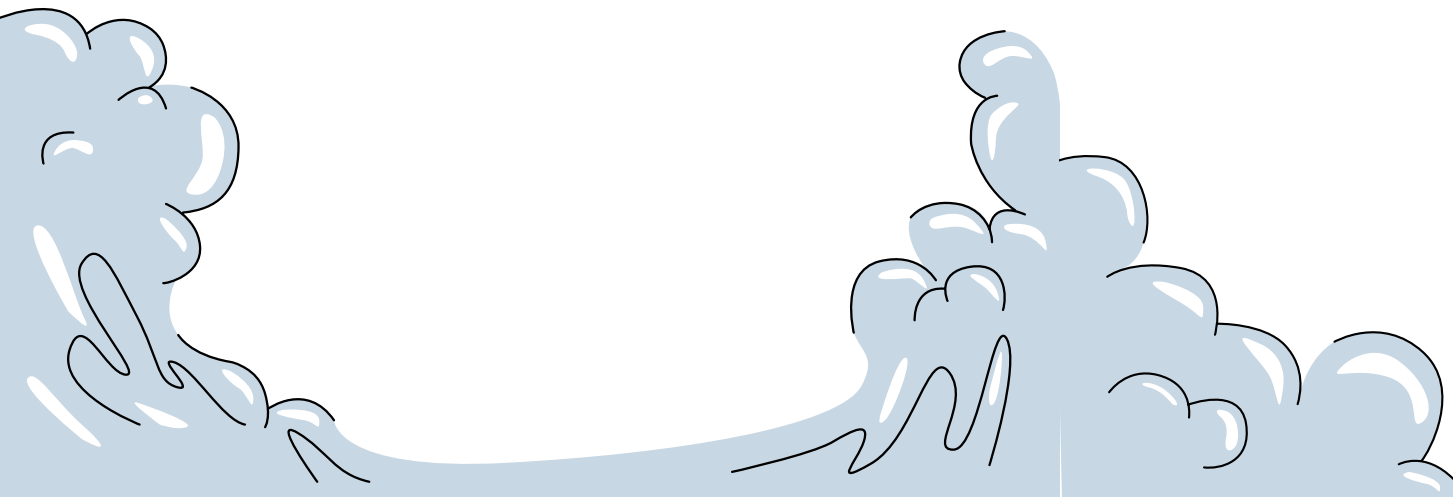
LA CAQ DÉRAPE

La Coalition avenir Québec (CAQ) gouverne sans grande opposition depuis maintenant cinq ans. Lors de son élection en 2018, l'approche préconisée par François Legault avait de quoi désarçonner les mouvements sociaux : si personne n'imaginait être face à un gouvernement allié et désireux de s'attaquer frontalement aux inégalités sociales ou à la crise climatique, les importants investissements sectoriels tranchaient avec les années libérales d'austérité – bien qu'ils ne permirent pas de réparer complètement le sous-financement des années précédentes. Il était alors difficile de décrire négativement les politiques caquistes, sinon pour leur reprocher l'abandon de la promesse de réformer le mode de scrutin.

Vint ensuite la pandémie. Comme l'attention du public était monopolisée par les enjeux sanitaires, la contestation est devenue, en définitive, presque inaudible. François Legault, en père de la nation, prenait tout l'espace et, de toute évidence, prit goût au fait de pouvoir gouverner seul.

L'état d'urgence a rendu possible de gouverner par décret ou, encore pire, par de simples communications publiques. La parenthèse pandémique étant derrière nous, des failles apparaissent sur la carapace du gouvernement paternaliste de François Legault. Avec les feux de forêt, les canicules et les pluies torrentielles de l'été dernier, le « Lâchez-moi avec les GES ! », lancé en pleine campagne électorale par Bernard Drainville, dévoile l'extrême désintérêt de ce gouvernement pour les enjeux environnementaux et climatiques. Et que dire du mépris affiché par le premier ministre et sa ministre responsable de l'Habitation en pleine crise du logement et face à l'explosion de l'itinérance dans plusieurs régions, comme si tout le monde pouvait « investir en immobilier » pour se sortir d'affaire. Un gouvernement habitué à ignorer les critiques développe aussi de bien vilaines habitudes, notamment de faire des promesses durant la campagne qu'il n'a aucunement l'intention d'honorer une fois élu.

Après cinq ans de gouvernement de la CAQ, celui-ci a fait la preuve qu'il ne mérite pas de passe-droits. Face aux reculs sociaux et démocratiques, il est temps de revaloriser le contrôle populaire sur nos institutions collectives. Face aux attaques contre notre filet social, la défense du caractère public de celles-ci s'impose. Face aux politiques économiques qui profitent aux plus riches, la solidarité sociale doit retrouver une voix dans la rue.



Tout au privé

La volonté du gouvernement d'imposer son point de vue contre vents et marées n'est pas sans effet. Forte de ses convictions entrepreneuriales et néolibérales, la CAQ est en train de déstructurer notre filet social, acquis inestimable et résultat de décennies de luttes, qui contribue grandement à la justice sociale. À force de vouloir céder au secteur privé des pans entiers de nos services publics, voire de nos programmes sociaux, le gouvernement mine à la fois leur accessibilité, leur universalité et leur qualité.

Le projet des mini-hôpitaux privés et la réforme pro-privatisation du ministre Dubé en santé, la fin d'AccèsLogis ou le refus de reconnaître les inégalités du réseau scolaire illustrent bien le peu d'égards qu'entretient le gouvernement Legault face aux points de vue divergents. Nous avons été nombreuses et nombreux à décrier ces décisions prises en vase clos et à dénoncer les consultations de façade, visant essentiellement à justifier les projets caquistes. Nous devons rappeler au gouvernement que les élu-e-s sont les représentant-e-s de la population et non pas leurs patrons.

Les travailleuses et travailleurs du secteur public et des organismes communautaires connaissent bien le terrain ainsi que les besoins des personnes qui ont recours à leurs services. Elles et ils ont une compréhension fine des enjeux, qui surpasse celle des technocrates et des idéologues qui nous gouvernent actuellement. Elles sont les personnes les mieux placées pour déterminer les changements à apporter au système afin de l'améliorer : or, celles-ci s'entendent sur le fait qu'un recours accru au privé n'est pas la solution aux problèmes que nous vivons actuellement. Les exemples britanniques et américains nous le démontrent : **non seulement l'accès aux soins est limité par la participation du secteur privé, mais en plus il en coûte plus cher à l'État et aux personnes !**



Les riches d'abord

En plus de privatiser davantage les services publics et d'affaiblir notre filet de solidarité sociale, le **gouvernement Legault se dévoile de plus en plus comme un gouvernement agissant au profit de l'élite économique.** En pleine sortie de pandémie et avec des besoins financiers criants dans l'ensemble des missions de l'État, le premier ministre décidait d'aller de l'avant avec sa coûteuse promesse de baisses d'impôts. **Après la baisse des taxes scolaires survenue dans son premier mandat, c'est un autre 1,7 milliard de dollars de fonds publics perdus qui iront, toute proportion gardée, davantage dans les poches des contribuables à hauts revenus.**

En période de forte inflation, ce même gouvernement a décidé de distribuer des chèques à la population en lieu et place d'une réelle politique structurante d'aide aux personnes plus durement touchées par la montée des prix. À 15,25 \$ de l'heure, le salaire minimum demeure encore loin d'offrir un niveau de vie viable aux travailleuses et aux travailleurs au bas de l'échelle, et que dire de l'insuffisance manifeste du côté des prestations d'aide sociale ! Bien avant de pouvoir mettre de l'argent de côté pour leurs enfants, les familles à faible et modeste revenus doivent faire des choix déchirants au quotidien, cela même en ce qui a trait à leurs besoins de base comme se loger et se nourrir. Ces familles peinent à joindre les deux bouts.

Pendant ce temps, le ministre Fitzgibbon ne se gêne pas pour distribuer de généreuses subventions à ses amis du monde des affaires. Pour la CAQ, la générosité semble devoir partir du bas pour aller vers le haut.



Les reculs démocratiques

Non seulement le gouvernement n'est pas allé de l'avant avec la réforme du mode de scrutin qu'il avait promise, mais il a depuis déposé des projets de loi qui auront pour effet de déposséder la population de son pouvoir sur les institutions publiques. En éducation, les projets de loi 23 et 40 remettent entre les mains du ministre des pouvoirs démesurés. En santé et services sociaux, le projet de loi 15 confie à des « *top guns* » du secteur privé la direction du réseau. Ces formes de dépossession nous paraissent dangereuses. Nous sommes plutôt d'avis que la population doit avoir le plein contrôle des institutions publiques et doit les diriger en fonction des réalités concrètes et des besoins auxquels elle est confrontée.

Les actions de la CAQ auront donc pour effet de rendre plus opaques des structures déjà éloignées de la population et de renforcer le pouvoir administratif et ministériel plutôt que de laisser place au pouvoir des communautés locales. Plus encore, ces réformes permettront aux ministres et aux intérêts privés de s'ingérer dans la gestion quotidienne des établissements, d'infirmier les décisions qui ne leur conviennent pas et de punir celles et ceux qui auront eu la mauvaise idée de ne pas marcher dans le rang. La capacité de tenir un discours critique au sein même des institutions sera largement diminuée, sinon éliminée, pour laisser place à une machine bien huilée, dirigée par le sommet. Ce n'est pas le modèle démocratique que nous souhaitons pour notre société.



Conclusion

Face à un gouvernement autoritaire, qui fonce de réforme en réforme et menace d'affaiblir le filet social ainsi que de restreindre notre capacité d'intervention démocratique, il faut réagir ! Nous devons nous regrouper pour protéger nos acquis sociaux et éviter qu'on nous ramène des décennies en arrière, tout en luttant pour la mise en place d'une véritable transition écologique qui soit porteuse de plus de justice sociale.

Ces enjeux nous touchent toutes et tous, peu importe le secteur d'où nous provenons. Ils font peser une menace s'étendant aux principes qui fondent les choix politiques qui sont – ou plutôt qui devraient être – les nôtres. Il faut nous mettre en action de manière unitaire et intersectorielle afin de renverser la vapeur et nous réapproprier nos institutions publiques et politiques !

